

Castro veut "l'Elysée en banlieue"

« C'est le début d'une alliance insensée », se marre Roland Castro. Entouré de George Sarre, maire du 11^e, de gauche, et de Jean-Luc Romero, conseiller régional, de droite, l'architecte-urbaniste, candidat à l'élection présidentielle de 2007, a lancé hier, depuis son agence parisienne, sa campagne pour le « Grand Paris ». « Ça fait vingt ans que ça dure », marmonne celui qui fut chargé par François Mitterrand d'un plan de rénovation des banlieues. Cette fois, crise du politique et émeutes des banlieues aidant, il est sûr que le « pays est mûr » pour entendre ses propositions. « Il faut inventer une centralité périphérique », assène-t-il. Le « Grand Paris » de Roland Castro déménage les ministères en banlieue, libérant ainsi 150 hectares dans Paris. « On en garderait 50 pour créer 15 000 logements sociaux et on vendrait le reste pour 100 milliards d'euros. Cette somme paierait le grand tramway circulaire, la reconstruction des ministères, et permettrait de construire 30 000 HLM et 80 000 logements étudiants en périphérie », précise-t-il au conditionnel. Le candidat Castro s'amuse de la réaction prévisible des hauts fonctionnaires : « Le président du tribunal de Paris s'effarouche déjà à l'idée d'aller au bord du périphérique [dans le 13^e] ! ». Ainsi, Vitry « qui s'est beaucoup bagarrée pour son musée d'art contemporain », accueillerait le ministère de la Culture, Alfortville la Santé, Rosny-sous-Bois l'Intérieur, Bondy la justice, Bobigny la Défense... Et à Saint-Denis, ville d'histoire, seraient implantés l'Elysée et Matignon. « Les ministères régaliens au Nord et les techniques au Sud », explique l'urbaniste, qui ne toucherait pas à l'Ouest, « gâté depuis que Louis XIV a fui Paris pour Versailles ». Le maire du 11^e, Georges Sarre, a promis de porter ce sujet au Conseil de Paris. Jean-Luc Romero s'est, lui, désolé de voir que Paris, « la plus petite des capitales en superficie, regarde tout le monde autour d'elle construire des tours et s'apprête à voter un plan local d'urbanisme qui interdit d'en faire ». Nul ne sait si, au-delà de ces deux soutiens affichés, Castro a la moindre chance de séduire des politiques ou un électorat. En attendant, son Mouvement de l'utopie concrète a accouché de 89 « propositions pour restaurer le lien social ». Et il dit avoir recueilli une centaine de signatures de soutien à sa candidature.